

ASSOCIATIONS

L'éducation populaire mise à la porte de l'école

En cette rentrée, l'abandon de la semaine de quatre jours et demi par 80 % des communes fragilise les associations organisatrices des activités périscolaires. Le « plan mercredi » ne devrait pas empêcher les suppressions d'emplois.

Martymômes s'est fait une belle place sur les pentes du Môle. Créée en 1989 par des parents d'élèves de Marignier pour assurer la garde des enfants à après les heures de maternelle et d'élémentaire, l'association de cette commune haut-savoyarde de 6 000 habitants, entre Cluses et Bonneville, s'est depuis occupée de restauration scolaire, d'accueil de loisirs des enfants le mercredi, puis d'organisation d'activités et de séjours de vacances. Si bien qu'aujourd'hui, 400 familles ont recours à ses services, déployés sur trois écoles en partenariat avec la municipalité. Et ses 38 salariés font de la structure non lucrative l'un des gros employeurs locaux.

Dans l'éducation populaire, Martymômes fait donc figure de belle réussite qui avance sans faire de bruit. Ou plutôt avancait. Comme l'ensemble du secteur, l'association est aux prises avec des vents contraires depuis un an. Premier coup de mistral en juin 2017 : le décret pris par le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, conformément à une promesse électorale du candidat Macron, a soudainement laissé aux communes le libre choix d'organiser les rythmes scolaires. Entre les quatre jours et demi en vigueur depuis la loi Peillon de 2013, avec l'organisation d'activités périscolaires portées en partie par les associations d'éducation populaire, et la semaine de quatre jours tout court, moins chère en animation et mise à disposition de locaux, les villes ont choisi. Depuis la rentrée de ce lundi, 80 % d'entre elles sont revenues aux quatre jours d'avant 2013.

Les moyens mis en œuvre ne sont pas à la hauteur

Annoncé fin juin par Jean-Michel Blanquer, le « plan mercredi », censé « offrir au plus grand nombre d'enfants un accueil de loisirs éducatifs de grande qualité », fait office de lot de consolation. Les ambitions de ce plan sont réelles. Il implique que les acteurs éducatifs locaux associatifs (d'éducation populaire, de jeunesse, sportifs, culturels, environnementaux), municipaux (écoles,

bibliothèques, conservatoires) et autres institutionnels (musées, sites naturels...) définissent un programme d'activités en cohérence avec le projet éducatif de territoire (PEDT) et les temps scolaires et périscolaires. Ce programme doit en plus être signé par le maire, le préfet, le directeur académique et le directeur de la caisse d'allocations familiales (CAF).

Mais les moyens mis en œuvre par ce gouvernement préoccupé par la baisse des dépenses publiques ne sont pas à la hauteur. Il est prévu que les CAF doublent la prestation de services ordinaire versée pour l'accueil des enfants le mercredi afin d'aider les collectivités à mettre en œuvre leur plan. Soit... un euro par enfant accueilli, au lieu des actuels 54 centimes. Ou encore 49 euros de moins que l'aide publique moyenne versée dans le cadre de la réforme Peillon des quatre jours et demi. Puisqu'il faut faire toujours aussi bien avec si peu, faisons-le avec moins

« Pour l'ensemble de l'éducation populaire, la période signe la fin d'un cycle de développement.

d'intervenants à rémunérer : Jean-Michel Blanquer a signé un décret le 25 juillet qui diminue le taux d'encadrement pour les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH). Pour les moins de 6 ans, il ne faut désormais plus qu'un animateur pour dix enfants, au lieu de huit auparavant. Pour les plus grands on passe d'un animateur pour douze enfants à un pour quatorze, et même pour dix-huit s'il s'agit d'un accueil à la demi-journée. Et les intervenants extérieurs — autres qu'animateurs formés pour cela — pourront être comptés dans les encadrants.

Les difficultés ne s'arrêtent pas là. Le gouvernement ayant attendu fin juillet pour donner le mode d'emploi de son « plan mercredi », sa mise en œuvre dès cette semaine s'annonce compliquée. Aucune municipalité n'a eu le temps durant les vacances d'été de remettre à jour son PEDT. Les animateurs associatifs et municipaux chargés d'accueillir les enfants vont donc proposer des activités « de qualité » en se flant à leur pifomètre. De quoi apprendre à nos petits l'expression « mettre la charrue avant les bœufs »...

Le retour aux quatre jours et le « plan mercredi » suffiraient bien à la peine des associations. Mais à ces vents contraires s'ajoutent d'autres coups de grison gouvernementaux, tels la fin annoncée des contrats aidés, l'inutilité de leurs remplaçants très partiels, les Parcours emploi compétences, mais aussi les baisses de subventions liées à la diminution des do- ●●●

680 000
C'EST LE NOMBRE
D'EMPLOIS
(330 000 ÉQUIVALENTS
TEMPS PLEIN) DANS LES
430 000 ASSOCIATIONS
D'ÉDUCATION
POPULAIRE.

●●● L'éducation populaire mise à la porte de l'école

tations de l'État à la politique de la ville, aux collectivités locales... Marnymômes n'a pas dû affronter tous ces avis de tempête. Mais l'inéluctable fin des contrats aidés lui a fait perdre un salarié fin août. Et le passage aux quatre jours lui impose de revoir son projet associatif. « Entre la fin de l'école à 16h30 et la garderie jusqu'à 18h15, nous allons essayer de garder des activités sur inscription. Nous espérons que l'accueil du mercredi va nous permettre de conserver notre rôle d'animation et pas seulement de garderie, explique Samira Rahmoun, responsable administrative et financière. Mais le nombre d'heures d'accueil devrait baisser. Deux CDD n'ont pas été reconduits pour la rentrée et des licenciements économiques sont malheureusement à prévoir. »

« Le retour aux quatre jours, ce n'est pas une bonne nouvelle »

Pour l'ensemble de l'éducation populaire, la période signe la fin d'un cycle de développement. « Le retour aux quatre jours, ce n'est pas une bonne nouvelle. Quant au "plan mercredi", on se félicite de conserver le soutien financier des CAF et les projets éducatifs de territoire. Mais nous ne sommes pas contents du tout », résume Hélène Grimbelle, vice-présidente de la Ligue de l'enseignement et présidente du Collectif des associations partenaires de l'école (Cape). Au Cnea, fédération des employeurs associatifs du secteur, on est déjà dans le dur. Son délégué général, David Cluzeau, explique que « depuis avril, on reçoit de nombreuses demandes d'appui d'associations aux prises avec des diminutions d'emplois et d'heures de travail. Les structures étant petites, on ne parle pas de plans sociaux, même si, à certains endroits, une cinquantaine de postes peuvent disparaître. Avec les quatre jours et demi, on n'avait pas forcément beaucoup embauché, mais on en avait profité pour augmenter le nombre d'heures travaillées de salariés souvent en contrats précaires. Du fait du retour aux quatre jours, 45 % des dirigeants des associations considèrent qu'elles vont perdre de 20 à 50 % d'heures travaillées, et 20 % envisagent même plus de 50 % d'heures en moins. Plus globalement, 85 % pensent devoir licencier, car 79,8 % de nos associations adhérentes estiment que le "plan mercredi" ne va pas compenser le retour aux quatre jours. Elles essaient donc de réduire les conséquences en redéployant les animateurs vers d'autres activités. Bien sûr, tout cela aura un impact sur la qualité éducative des interventions, sur le développement des enfants ».

À plus long terme, les réseaux d'éducation populaire craignent de voir les portes de la coéducation, entrouvertes avec la réforme Peillon, se refermer sur leur nez. « La semaine des quatre jours et demi a légitimé le rôle des associations, reconnaît Rozenn Merrien, présidente de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (Andev). Elles ont participé à l'écriture des PEDT aux côtés des représentants de l'éducation nationale, des collectivités, des parents d'élèves... Cette reconnaissance va perdurer avec le "plan mercredi". Mais le fait de revenir à quatre jours constitue un retour en arrière pour la mise en place des actions éducatives. Chacun des partenaires risque de rentrer chez soi. »

STÉPHANE GUÉRARD

À la recherche d'un deuxième souffle

En perte de vitesse dans leurs activités historiques, les mouvements d'éducation populaire imaginent se redéployer vers de nouveaux besoins des populations. Plus simple à faire pour les grandes associations que pour les petites.

Et maintenant, que faire ? Après des décennies à militer pour que les temps éducatifs de l'enfant soient pris en compte dans leur globalité (de l'école à après l'école, hors de l'école et au sein de la famille), après avoir passé les cinq dernières années à construire des projets sur une réforme Peillon des rythmes scolaires mal ficelée et déconstruite en un décret en juin 2017, les associations sont revenues à la case départ. Mais en pire : avec un champ d'intervention rabougri à l'extrascolaire et des moyens rognés par la baisse des dépenses publiques.

« Sur les activités périscolaires (trois heures dans le cadre de la semaine d'école de quatre jours et demi - NDLR), on a perdu la bataille des parents, reconnaît Hélène Grimbelle, présidente du Collectif des associations partenaires de l'école (Cape). Ceux qui avaient les moyens d'offrir des activités et loisirs hors école à leurs enfants n'y ont pas vu d'intérêt. Les autres, pour lesquels cette mesure de lutte contre les inégalités avait été prise, ne se sont pas fait entendre et ont préféré se ranger à l'avis négatif des enseignants. On s'est battu depuis très longtemps pour cet accès pour tous à ces activités culturelles, sportives, scientifiques, de citoyenneté et d'ouverture aux autres. On va continuer, pour l'intérêt des enfants. »

Présidente de l'Andev, association regroupant les directeurs de l'éducation des villes, Rozenn Merrien envisage une belle « carte à jouer » pour les associations avec lesquelles elle travaille quotidiennement : « Valoriser leurs savoir-faire en termes d'apprentissage du collectif. L'accueil de loisirs, les colonies de vacances, les classes découvertes, ce sont leurs points forts. Il y a matière à les renforcer. » Mais le retour à ces cœurs de métiers

ne suffira pas, selon David Cluzeau. Le délégué général du CNEA, fédération d'employeurs du secteur, propose de revenir à la base : le projet associatif. « Puisque la période n'est clairement pas à l'embauche sur nos activités, redéployons-nous. La Ligue de l'enseignement s'est créée à la fin du XIX^e siècle pour permettre aux citoyens d'apprendre à lire et écrire. Pourquoi ne pas faire de même aujourd'hui pour leur apprendre le numérique ? Ailleurs, il y a des besoins d'actions en faveur de l'environnement et la transition écologique. Repartons des besoins des territoires. Redéfinissons notre projet. L'emploi viendra ensuite. »

Les petites associations risquent de rester à quai

Ce redéploiement sera sûrement plus aisé pour les grands réseaux qui ont jusqu'à présent su encaisser l'affaiblissement des politiques publiques en faveur de la vie associative. Malgré ces coups, la Fédération Léo-Lagrange continue d'être un partenaire majeur pour les municipalités. Nantes vient ainsi de lui confier la gestion de l'ensemble des accueils périscolaires de ses écoles publiques. Pour Yann Lasnier, secrétaire général de la fédération, « les besoins sont toujours aussi nombreux et l'animation socioculturelle est un métier en tension. Le problème n'est pas le travail, mais le temps de travail, souvent indigne car très partiel. Je préconise la pluriactivité. Il faut arriver à travailler avec les collectivités pour que les animateurs du périscolaire interviennent par exemple aussi auprès des personnes âgées, en leur portant leurs plateaux-repas ».

Mais les petites associations risquent de rester à quai. C'est ce que ressent Alexandra Latapy, qui, à la Ligue de l'enseignement, sillonne l'Indre-et-Loire pour aider à la mise en place des projets éducatifs de territoire : « Dans le milieu rural, beaucoup d'associations ont été créées par des parents pour assurer le temps de garde et d'animation. Elles prennent de plein fouet les changements de politique nationale. Pour elles, ce sera dur de se retourner. »

S. G.